

LA COMMUNE DE PARIS.

AVIS.

Les renseignements, lettres, seront reçus provisoirement rue Damiette, 2, à l'imprimerie du journal. On ne recevra que les lettres affranchies.

Paris, 18 mai.

La Commune de Paris va recommencer sa publication quotidienne. Le même esprit animera sa rédaction. Nous continuerons à défendre la cause de l'opprimé et du pauvre, nous poursuivrons avec le même courage notre croisade contre les abus, nous demanderons, pour les déshérités, part au bonheur par le travail, place au droit de vivre libre, selon l'imprescriptible loi de Dieu.

Nous ferons, comme par le passé, un journal pour le peuple, indépendant des hommes et des choses, s'appuyant sur les principes démocratiques, afin que le meilleur des amis et des frères, quand il reviendra parmi nous, puisse nous tendre la main et nous dire : « Frères, je suis content de vous ! »

En reprenant la publication de la Commune, nous obéissons à un mouvement sympathique que tout le monde comprendra. Les derniers événements ne rendent pas notre tâche difficile. — Nous allons où la voix du cœur nous pousse, certain de ne pas faillir dans notre route.

D'autre part, nous avons senti la nécessité d'éclairer d'un jour absolu cette complication de circonstances, auxquelles a donné lieu la manifestation du 15 mai. La vérité doit être mise à nu, pleine, entière. Nous ferons en sorte d'apporter à l'histoire assez de documents pour que l'opinion puisse se former en parfaite connaissance de cause.

Nos amis et lecteurs de Paris et des départements voudront bien, nous n'en doutons pas, nous soutenir dans notre mission de dévouement et d'abnégation. Grâce à leur concours, et aux forces que nous puisons dans une conviction profonde, nous n'aurons pas combattu en vain.

Nous n'avons plus aucune liste d'abonnement ; il ne nous sera pas possible de faire parvenir cette feuille à nos abonnés. Ils auront appris par les autres journaux le sinistre qui nous a frappés, et comment tous nos papiers ont disparu dans la tourmente. On nous assure cependant que les livres de l'administration ont été sauvés. Nous ferons des démarches pour les retrouver, et nous apporterons, il faut l'espérer, une entière régularité dans la distribution du journal. Les passions qui ont présidé à cette dévastation n'existent déjà plus ; la vérité se fait sur les tendances et les doctrines de la Commune de Paris : il suffisait de nous lire : nous n'avons ni ressentiment, ni haine envers ceux qui nous ont si violemment attaqués, nous n'avons toujours que des paroles de paix, et nous leur répétons toujours : Frères, soyons unis, oubliez le passé comme nous voulons l'oublier nous-mêmes, et mêlons nos efforts et nos vœux pour assurer le salut de la République !

On a beaucoup parlé, et à la tribune de l'Assemblée nationale et dans les journaux et dans le public, des armes et des munitions trouvées à la Commune de Paris. Aux explications données à la tribune et qui, au besoin, pourraient suffire, nous ajouterons que dans un de nos numéros nous nous étions expliqués sur la position exceptionnelle de la Commune de Paris. Ces armes nous avaient été données par le ministre de la guerre lorsqu'on craignait la manifestation du 16 avril.

NOS MANUSCRITS.

Parmi nos manuscrits, il y avait des travaux sérieux, fruits de longues études et de patientes recherches, résultats de nombreuses veilles. Ces ébauches ont été dispersées, lacérées. Mais peut-être reste-t-il çà et là quelque feuille oubliée ; que tous les bons citoyens, que tous les honnêtes gens, se hâtent de nous les faire parvenir. C'est un devoir sa-

cré, surtout pour quiconque sait combien est lente, difficile, la production des idées ; combien de veilles continues exigent les travaux sérieux ; combien de fatigue représentent les écrits.

Un manuscrit est la plus sainte, la plus respectable des propriétés.

Nous demandons aussi nos livres et nos brochures.

A peine rendus à la liberté, nous avons cherché dans les journaux ce qu'on disait de nous. Nous y avons trouvé tant d'erreurs matérielles, tant d'inexactitudes sur les personnes et sur les choses, que nous avons cru convenable de rétablir la vérité sur ce qui s'est passé à la Commune de Paris le 15 mai. Ceci est la rectification que nous envoyons à tous les journaux.

Le 15 mai, vers cinq heures du soir, la maison de la rue Rivoli, 16, où se trouvaient les bureaux de la Commune de Paris, fut entourée par des gardes nationaux. Le rappel continuait à battre dans tout le quartier du Palais-National et des Tuileries, et rassemblait la garde nationale, qui se massait sur la place des Pyramides, rue de Rivoli, autour de la maison. Des provocations étaient faites et des fusils couchaient en joue les citoyens qui se mettaient aux fenêtres. Un poste de garde républicaine, qui gardait la porte de la maison, empêchait de sortir et aussi d'entrer. Il y avait cependant chez nous des citoyens venus, soit pour le comité d'agriculture, soit pour acheter des journaux ou prendre des abonnements. Vers six heures, un commandant de la garde nationale, à la tête de son bataillon, se présenta à la porte, muni, disait-il, d'un ordre du ministre de l'intérieur. Sur son refus de le montrer, on ne lui permit pas l'entrée de la maison. Alors il se rangea sous les arcades. Quelque temps après, un magistrat municipal, avec son écharpe en sautoir et sa carte bleue de représentant à la main, demanda à entrer. Il pénétra partout ; il nous trouva dans le grand salon, occupés à préparer les matériaux du journal pour le lendemain. Nous le priâmes de faire évacuer les abords de la maison, cernée par la garde nationale parisienne et des bataillons qui à chaque instant arrivaient de la banlieue, afin que nous pussions sortir. Il nous le promit. Il promit aussi de revenir. Nous ne le revîmes plus.

Vers sept heures on nous signala des hommes armés qui se promenaient sur les toits des maisons voisines. En même temps un jeune homme, employé comme garçon de bureau aperçut huit pompiers traversant la cour entièrement au pas de course, et qui montèrent l'escalier jusqu'au quatrième étage : il les suivit. Ils enfoncèrent une porte et entrèrent dans un appartement où nous n'avions jamais pénétré. En vain le jeune homme voulut-il objecter qu'il n'y avait personne dans cette pièce, ils ne l'écoutèrent pas.

Quelque temps après, les lampes ayant été apportées dans le salon, nous aperçûmes des gardes nationaux sur le balcon de la maison qui, avec celle occupée par la Commune de Paris, fait le coin de la place des Pyramides. Ils hésitèrent un moment ; mais bientôt l'un d'eux, plus résolu, fit d'un coup de crosse de fusil, voler en éclat la persienne d'une des fenêtres du salon. L'un des rédacteurs, qui reposait, en costume de travail, sur un canapé, accourut aussitôt pour protester contre cette invasion à main armée. Descendu dans la cour, il rencontre un commandant des gardes marines qu'il prend pour un magistrat. Il proteste encore, se plaint de l'énormité de cette agression, et l'engage à le protéger, ainsi que ses camarades, contre toute violence. L'officier monte avec lui ; ils trouvent le salon envahi par les hommes armés, qui enlèvent les papiers éparés sur les tables ou renfermés dans les cartons. L'un d'eux, saisissant la boîte de fer-blanc qui contient le cachet de la Commune, passe sur le balcon et la montre au gens du dehors comme un trophée. Le rédacteur est mis en état d'arrestation. En vain demande-t-il de par qui et par qui. Le commandant des gardes marines lui répond : « De par le droit du plus fort ; » et comme le jeune homme proteste encore, l'officier, tirant son sabre et en appuyant la pointe sur la poitrine du rédacteur, lui commanda de marcher. Deux autres rédacteurs furent obligés de suivre leur collègue ; ils protestent également mais en vain.

Cependant les sapeurs-pompiers de Montmartre brisant les portes et les fenêtres descendaient des étages supérieurs. En même temps, à l'entresol, aux bureaux de départ et à la caisse du journal, un magistrat se présentait et disait aux employés de fermer leurs tiroirs qu'il allait apposer les scellés. Bonne volonté inutile ! les gardes nationaux pénétrèrent dans ces bureaux, enfoncèrent les tiroirs, brisèrent les portes et les meubles, éparpillèrent les papiers, les lacèrent, les jetèrent dans les cours et dans la rue avec des cris de mort. Les employés de ces bureaux, les rédacteurs, tous les citoyens qui se trouvaient dans la maison, sont mis en état d'arrestation et conduits aux Tuileries.

En sortant de l'entresol, sous la garde de deux officiers, un des employés est arrêté par des sapeurs-pompiers qui se trouvent sur l'escalier. « Ah ! la voilà, cette canaille de Sobrier ! » s'écrie l'un d'eux

et il lève la hache qu'il tenait à la main. Les officiers arrêterent le mouvement, sans quoi c'en était fait du jeune homme.

Quelques citoyens, qui plus tard furent conduits dans le local étroit où l'on nous avait enfermés aux Tuileries, nous ont appris qu'il avait été fait un auto-da-fé d'un grand nombre de nos papiers jetés par les fenêtres, que notre caisse avait été pillée, nos vêtements et notre linge mis en lambeaux, notre argent, des bijoux pillés, que rien en un mot n'avait échappé à la dévastation.

Conduits aux Tuileries par trois mille hommes, ayant à traverser une rue cernée de tous côtés par la garde nationale, on semblait craindre encore notre fuite. Dans la nuit, à la préfecture de police, on nous demanda notre parole d'honneur de ne pas fuir. Nous la donnâmes ; et trois hommes nous conduisirent de la préfecture de police au petit Luxembourg. Pas un ne manqua à l'appel.

Voilà le récit succinct de ce qui s'est passé à la Commune de Paris, le 15 mai. Nous affirmons sur l'honneur que ces faits sont vrais.

Cela dit, nous protestons :

Contre la violation du domicile, vu que la plupart d'entre nous demeuraient avec notre excellent ami et frère, Sobrier ;

Contre la violation de la liberté de la presse, vu qu'on a arrêté en masse et sans mandat tous les rédacteurs présents ;

Contre la violation de la liberté individuelle pour le même motif et comme citoyens ;

Contre la violation du droit de propriété, vu qu'on nous a séparés de nos effets, vêtements, linge et papiers, sans intervention préalable du magistrat.

Il est bon, pour se familiariser avec la scène qui se passait à l'entresol au fond de la cour, de connaître la localité. On arrivait au bureau du chef du départ par un couloir ; au fond à gauche une porte vitrée donnait libre accès dans ce bureau. Là, dix personnes attendaient le dénouement de ce triste spectacle. De minute en minute, les coups redoublés de hache leur annonçaient que, dans les étages supérieurs, les portes cédaient avec fracas. C'était un moment solennel. Enfin des coups se font entendre dans une porte faisant face à celle du bureau ; des voix crient : Ouvrez ! ouvrez ! Ces cris portaient d'une chambre habitée par un ouvrier de la liste civile. Pour y parvenir, ils avaient monté par un escalier donnant dans le corps de garde de la place des Pyramides. Le chef du départ, entendant ces cris, se lève, et, au travers la porte, leur crie qu'il n'a pas la clef : Mensonge ! répondit-on. La porte cède... Alors haches, pistolets sont levés à la fois sur la tête des citoyens. Le lieutenant, plus animé que ceux qui le suivent, s'écrie : Où est le chef de la bande ? Nous les tenons, cette fois ! Le citoyen chargé du départ, et dont le bureau fait face à la porte par où l'on est entré, leur demande, le sourire sur les lèvres : « Qu'y a-t-il donc ? — Oh ! vous le savez mieux que moi. — Voyons, expliquons-nous : Qui cherchez-vous ? Sobrier ? Vous savez bien qu'il est arrêté. — Que faites-vous ici ? — Moi ! je termine mes comptes. — Ses comptes ! disent les soldats ; nous allons lui faire le sien, » et l'effet allait suivre la menace, lorsqu'un capitaine entra. Même question, même réponse ; et à l'appui, on lui présenta les registres de la journée. Au même instant survint le commissaire de police. Celui-ci promit qu'on ne se porterait à aucune dégradation ; qu'il allait mettre les scellés ; qu'on n'avait rien à craindre pour les livres de caisse, les livres d'abonnement, etc., etc., et surtout pour l'argent, qu'on laissait dans le bureau. Malheureusement, il n'en fut pas ainsi ; l'ordre du commissaire fut méconnu. A coups de haches, merlins, sabres, tout fut mis en morceaux ; l'argent volé, les collections de journaux mises en pièces, puis brûlées dans la cheminée, pour s'assurer si l'un des nôtres n'y avait pas cherché refuge !...

Pour le comité de rédaction : A. PEYRET.

Imprim. Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.

